

Monsieur le Président de la République,

Nous sommes une famille de lavandiculteurs dans la Drôme. Ces six dernières années, nous avons subi une perte de 44% de nos revenus à cause de l'intensification des excès climatiques dans le sud de la France. **Le manque d'ambition climatique, à la fois des politiques françaises et européennes menace nos droits fondamentaux. Mais cela ne concerne pas seulement notre famille.**

Nous vous écrivons de la part de tous les citoyens européens qui subissent aujourd'hui, et depuis des années, les impacts du changement climatique. Avec 10 familles d'Europe et du monde, nous nous sommes unis pour que notre vulnérabilité cesse de nous accabler, et pour former ensemble, une communauté de citoyens qui se mobilisent pour leur avenir. Nous menons le combat pour que l'inaction climatique cesse, pour que nos droits et ceux des générations futures soient protégés. Nous sommes des agriculteurs, des bergers, des forestiers, des propriétaires d'hôtels ou de restaurants. Ce sont nos maisons, nos métiers, nos modes de vie, nos cultures, le futur de nos enfants qui sont menacés par le dérèglement climatique. Nous défendons nos droits humains fondamentaux à la vie, à la santé, au travail, au logement. Ensemble, nous ferons tout et utiliserons tous les moyens pour que l'Union Européenne protège nos droits.

Avec la famille Carvalho, qui a perdu ses terres forestières dans l'incendie ravageur d'octobre 2017 au Portugal, avec Sanna, gardienne d'un troupeau de rennes en Suède et représentante de l'Association de jeunesse Saami, dont la culture même est menacée par le dérèglement climatique. Avec Petru, agriculteur roumain dans la chaîne montagneuse des Carpates, qui risque de perdre sa ferme familiale à cause de la perte des ressources en eau.

En mai 2018, c'est ensemble que nous avons lancé une action en justice face aux institutions de l'Union Européenne. Ce que nous demandons est simple : le respect des engagements pris, pour la protection de nos droits. Depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015, aucun pays de l'Union Européenne n'a adopté de lois contraignant leur action aux engagements pris. L'objectif actuel de réduction de 40% des émissions comparé aux niveaux de 1990, d'ici 2030, ne permet pas de prévenir la catastrophe climatique qui se profile sous nos yeux. **La trajectoire prise par l'UE nous mène tout droit vers une augmentation de la température mondiale de plus de 3,2°C.** Et l'importance de notre demande est reconnue : depuis le lancement de notre action, le Parlement européen a voté deux résolutions pour que les objectifs d'ici 2030 passent de 40 à 55% de réduction des émissions et la Commission a reconnu que les ambitions actuelles ne permettront pas d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Ce que nous disons, c'est que les 1°C de hausse des températures que nous avons déjà atteint nous affecte déjà considérablement. Que ces droits, pourtant reconnus par toutes nos institutions comme fondamentaux, sont aujourd'hui en danger. **Et qu'il est de votre devoir et de votre responsabilité, en tant que représentant de la France au Conseil Européen, que de les protéger, comme il l'est de respecter vos engagements.**

Le 9 mai, vous serez aux côtés de tous les chefs d'Etats et de gouvernements, en Roumanie, pour discuter de l'avenir de l'Europe, lors du sommet de Sibiu. Nous vous demandons, à vous et vos confrères européens, de mettre l'action climatique et les objectifs

de réduction des émissions de gaz à effet de serre au centre des débats, afin de prévenir des effets les plus graves du changement climatique.

Monsieur le président, parce que vous êtes considéré comme le « champion de la Terre » sur la scène internationale, nous voulons que vos mots se concrétisent en action. A l'heure où le grand débat prend fin et que vous exposez vos « solutions », la crise climatique est encore trop peu prise en considération, alors même que 62% des contributeurs se sentent touchés par le changement climatique et que des centaines de milliers d'entre eux, depuis des mois, se mobilisent en ligne et dans les rues, pour crier leur attente de changement.

Nous n'avons plus le temps d'attendre, car le manque d'action est coupable et va inévitablement provoquer la 6^e extinction de masse. Vous et vos confrères devez cesser de prendre des décisions qui vont à l'encontre des droits fondamentaux des citoyens français et européens, et favorisent les intérêts des plus riches, afin qu'ils puissent continuer à polluer en toute impunité. Le réveil climatique citoyen a émergé et s'est consolidé afin former un mouvement mondial pour la protection du vivant. Il est temps d'agir, ensemble.

De meilleures politiques climatiques sont la seule et unique façon de protéger nos droits et garantir un futur viable pour toutes et tous. En tant que citoyens européens, nous pensons que notre futur dépend du futur de l'Europe.

Avec nos salutations distinguées,



Maurice and Renaud Feschet, lavandiculteurs, France